

ÉVALUATION DU PRINCIPE DE PRÉCAUTION

COMPOSITION DE LA MISSION

Rapporteurs (désignés le 5 novembre 2009)	Alain Gest (UMP) – Philippe Tourtelier (SRC)
Membres désignés par les commissions	
– Affaires économiques :	Michel Lejeune (UMP) – Jean-Yves Le Déaut (SRC)
– Développement durable :	Alain Gest (UMP) – Philippe Tourtelier (SRC)

TRAVAUX DE LA MISSION

(à jour au 9 mars 2012)

Travaux de suivi :

– Réunion de travail avec Mmes Michèle Pappalardo, commissaire générale au développement durable, déléguée interministérielle au développement durable, Michèle Rousseau, directrice, adjointe à la commissaire générale, et Régine Bréhier, directrice de la Recherche et de l'innovation, ainsi que M. Pierre Valla, adjoint de Mme Régine Bréhier (13 avril 2011).

– Audition d'un membre du cabinet de Mme Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, et de deux responsables administratifs du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche :

- M. Jacques Stern, conseiller auprès de la ministre,
- M. Didier Hoffschir, responsable du service de la stratégie de la recherche et de l'innovation "bio-ressources, écologie et agronomie", Direction générale pour la recherche et l'innovation,
- Professeur Alain Coulon, chef du service de la stratégie de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle, Direction générale pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle.

(3 mai 2011).

– Audition des auteurs du rapport sur l'expertise :

- M. Gérard Lallement, Ingénieur général des mines,
- M. Gérard Le-Houx, Ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts,
- M. Philippe Vesseron, Ingénieur général des mines,
- M. Alain Lhostis, inspecteur général de l'administration du développement durable.

(10 mai 2011).

- Audition de M. Dominique Maraninchi, Directeur général de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps), et de Mme Elisabeth Hérail, chef du service des affaires juridiques et européennes de l'Afssaps (25 mai 2011).
- Audition du Professeur Alain Grimfeld, Président du Comité de la prévention et de la précaution (25 mai 2011).
- Audition de Mmes Dominique Dron, Commissaire générale au développement durable, Déléguée interministérielle au développement durable, Michèle Rousseau, directrice, adjointe à la Commissaire générale, et Régine Bréhier, directrice de la Recherche et de l'innovation, ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement (8 juin 2011).
- Réunion de travail avec M. Thierry Tuot, conseiller d'État (5 octobre 2011).
- Travaux du CEC :
 - **Réunion du CEC** : autorisation de la publication du rapport de suivi des conclusions du rapport sur l'évaluation de la mise en œuvre du principe de précaution (17 novembre 2011).

Auditions :

- M. Olivier Godard, directeur de recherche au CNRS (3 décembre 2009) ;
- M. Denis Bard, médecin, professeur d'épidémiologie à l'École des hautes études en santé publique (EHESP), vice-président du Comité de prévention et de précaution auprès du ministère chargé de l'environnement (10 décembre 2009).
- Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, secrétaire d'État chargée de la prospective et du développement de l'économie numérique, et Mme Anne-Sophie Bordry et M. Julien Winock, conseillers (10 décembre 2009).
- Mme Jacqueline Lecourtier, directrice générale et M. Matthieu Lévi-Strauss, chargé de mission au département biologie-santé, de l'Agence nationale de la recherche (22 décembre 2009).
- Mme Christine Noiville, juriste, directrice du Centre de recherche en droit des sciences et des technologies (13 janvier 2010).
- M. François Ewald, professeur au Conservatoire national des arts et métiers, président de l'Observatoire du principe de précaution (19 janvier 2010).
- Mme Pascale Fombeur, directrice des affaires civiles et du Sceau à la Chancellerie (2 février 2010).
- Mme Bernadette Bensaude-Vincent, M. Jean-Paul Karsenty et Mme Dorothée Benoit-Browaeyns, représentant l'association Vivagora (4 février 2010).
- M. Jean-Christophe Dantonel, conseiller au cabinet de Mme Valérie Pécresse, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche (4 février 2010).
- M. André Cicollela, chercheur à l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) (4 février 2010).

- M. Jean-Christophe Pagès, président du comité scientifique du Haut conseil des biotechnologies (4 février 2010).
- M. Dominique Lecourt, professeur à l'Université Paris Diderot-Paris 7, vice-président de l'Observatoire du principe de précaution (16 février 2010).
- Délégation du MEDEF composée de : Mme Pascale Kromarek, présidente du groupe de travail sur le droit de l'environnement, M. Léonard Cox, chargé de mission au service des affaires juridiques et Mme Audrey Herblin, chargée de mission à la direction des affaires publiques (16 février 2010).
- M. Jean-François Meyer, président, et M. Thierry Bretécher, délégué général, de l'OPMII (18 février 2010).
- M. Georges Mercadal, ancien vice-président de la Commission nationale du débat public (2 mars 2010).
- M. Jean Bergougnoux, membre de la Commission nationale du débat public (2 mars 2010).
- M. Jean Salençon, président de l'Académie des sciences, M. Jean-François Bach, secrétaire perpétuel, M. Marc Yor, mathématicien (3 mars 2010).
- M. Martin Guépéreau, directeur général de l'AFSSET et M. Marc Mortureux, directeur général de l'AFSSA (3 mars 2010).
- M. Maurice Tubiana et M. André Aurengo, membres de l'Académie nationale de médecine (3 mars 2010).
- M. Didier Houssin, directeur général de la santé (25 mars 2010).

Travaux parlementaires et autres travaux :

- 18 mai 2010 : **réunion du CEC** : examen du rapport d'étape sur « l'évaluation de la mise en œuvre de l'article 5 de la Charte de l'environnement relatif à l'application du principe de précaution » ;
- 1^{er} juin 2010 : **séminaire parlementaire** sur « L'évaluation de la mise en œuvre du principe de précaution ». Le programme du séminaire est accessible à partir de la page consacrée au CEC ;
- 22 juin 2010 : **séance publique** : débat sur le rapport d'étape du CEC sur « L'évaluation de la mise en œuvre du principe de précaution » ;
- 8 juillet 2010 : **réunion du CEC** : autorisation de la publication du rapport ;
- 17 novembre 2011 : **réunion du CEC** : autorisation de la publication du rapport de suivi des conclusions du rapport sur l'évaluation de la mise en œuvre du principe de précaution ;
- 1^{er} février 2012 : **séance publique** : discussion de la proposition de résolution sur la mise en œuvre du principe de précaution (n° 4008).

Tous les comptes rendus sont accessibles à partir de la page consacrée au CEC.